

La gestion des conflits autour des points d'eau



L'expérience de SOLIDARITÉS INTERNATIONAL dans la région de Kidal

Sommaire

4 INTRODUCTION

- 4 SOLIDARITÉS INTERNATIONAL au Mali et dans la région de Kidal
- 5 Un projet qui lie les problématiques de l'eau et de l'agropastoralisme
- 5 Méthodologie de capitalisation

6 LE CŒUR DU PROJET

- 6 Le contexte de la transhumance pour l'agropastoralisme dans la région de Kidal
- 8 Le choix de la thématique
- 9 Un partenariat local à la base de la mise en œuvre

10 BONNES PRATIQUES ET LEÇONS APPRIS

- 10 La séparation des usages
- 12 Une amélioration de la disponibilité en eau
- 15 La structuration et la formation des comités de gestion des points d'eau
- 18 L'implication des leaders communautaires
- 20 La promotion de bonnes pratiques agropastorales et sanitaires

22 CONCLUSION

Cette étude de cas a été rédigée par **Ildevert Mboundou**, Responsable programme, **Attaher Ag Ehiya**, Assistant EHA, et **Emma Maisonnave**, Chargée de capitalisation

Contributions de : **Charline Coate**, **Cédric Fioekou**, **Anaïs Guitard**, **Noufou Ilboudo**, **Bansaga Saga**

Revu par : le **Département Technique et Qualité des Programmes**

Mars 2017

Dessins : **Toussaint Dembélé Klémagha**
Mise en page : **Emma Maisonnave**

Contact :
technicaldepartment@solidarites.org

Crédits photos : SOLIDARITÉS INTERNATIONAL, Tiécoura N'Daou

Ce document peut être réutilisé ou reproduit sous réserve de mentionner la source et uniquement pour un usage non commercial.

Liste d'acronymes

COGEPE	COMITÉ DE GESTION DES POINTS D'EAU
EHA	EAU, HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT
FCFA	FRANCS CFA (MONNAIE COMMUNE À PLUSIEURS PAYS D'AFRIQUE DE L'OUEST ET CENTRALE)
GARDL	GROUPE ACTION RECHERCHE POUR LE DÉVELOPPEMENT
MDM	MÉDECINS DU MONDE
OFDA	OFFICE OF U.S. FOREIGN DISASTER ASSISTANCE
SI	SOLIDARITÉS INTERNATIONAL
SOLISA	SOLIDARITÉ POUR LE SAHEL
WASH IN NUT	WASH IN NUTRITION

1 INTRODUCTION

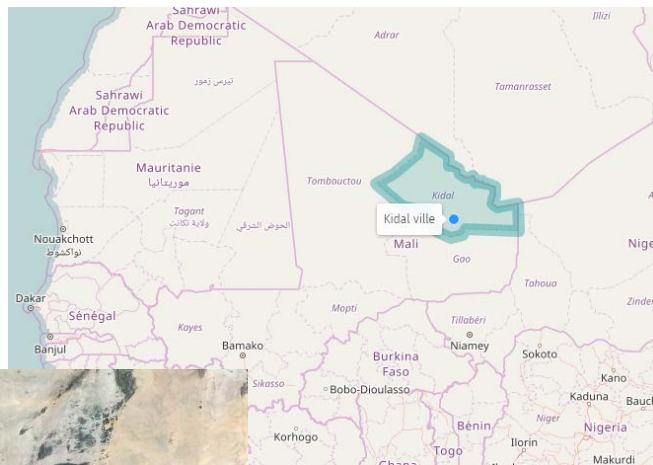
1.1 SOLIDARITÉS INTERNATIONALE au Mali et dans la région de Kidal

Suite à la crise politique et humanitaire de début 2012, SOLIDARITÉS INTERNATIONALE a déployé une équipe exploratoire puis une équipe d'intervention dans le pays en avril et mai 2012.

L'organisation est intervenue dans la zone de Kidal dès 2013 conjointement avec Médecins du Monde Belgique dans les centres de santé de la région de Kidal grâce au soutien d'UNICEF pour une intervention intégrée médicale (Mdm Belgique) et EHA (SI). Après le départ de MDM-Belgique en 2014, SOLIDARITÉS INTERNATIONALE a poursuivi les activités EHA dans d'autres centres de santé, a repris le volet de dépistage et de traitement de la Malnutrition Aiguë Sévère via l'approche WaSH in Nut¹, et s'est par ailleurs intéressé aux activités agropastorales liées aux problématiques d'accès à l'eau au niveau communautaire.

SOLIDARITÉS INTERNATIONALE a ainsi réorienté son intervention dans la zone vers de l'EHA communautaire, ceci étant un besoin particulièrement vital dans ce **contexte agropastoral, où l'ensemble de la population, éleveurs et ménages, dépend de cette ressource pour vivre et survivre.**

Aujourd'hui, l'organisation est parmi les principaux acteurs EHA travaillant dans cette région, et la seule ONG présente continuellement depuis 2013. Sa présence depuis plusieurs années dans la zone lui confère une bonne connaissance des principales problématiques et des enjeux.



1. La WaSH in Nut est une approche qui vise à prévenir le cercle vicieux « diarrhée - malnutrition » en adoptant un volet EHA dans un programme de lutte contre la malnutrition.

1.2 Un projet qui lie les problématiques de l'eau et de l'agropastoralisme

Le présent projet s'inscrit dans le cadre de l'« **amélioration des activités agropastorales et de l'appui au traitement de la malnutrition à travers la réalisation d'activités EHA dans la région de Kidal** », financé par OFDA pour une durée de 16 mois (juin 2015 – septembre 2016).

Il est axé essentiellement sur deux volets ; d'une part l'amélioration des activités agropastorales via la réhabilitation de dix points d'eau, et d'autre part, l'amélioration de la prise en charge de la malnutrition sévère aigüe (WaSH in Nut).



> Point d'eau de Tanaïnaïte, 2016 © SOLIDARITÉS INTERNATIONALE

1.3 Méthodologie de capitalisation

La présente étude de cas s'inscrit dans le cadre d'un exercice de capitalisation, relatif à ce projet. Elle porte sur son premier volet qui vise **l'amélioration des systèmes d'approvisionnement en eau des communautés en vue de réduire les tensions liées à l'usage de cette ressource.**

Les bonnes pratiques dont nous proposons un bilan ont été identifiées sur le terrain au cours de mise en œuvre du projet. Suite à cela, un atelier des leçons apprises a été organisé en septembre 2016 par l'équipe du projet à Kidal. L'atelier a réuni :

- les partenaires SOLISA (partenaire sur le volet agropastoral et accès à l'eau) et GARDL (partenaire sur le volet WaSH in Nut) ;
- une dizaine de leaders communautaires et autres personnes ressources ;
- une vingtaine de bénéficiaires des aménagements et les comités en charge de gestion des points d'eau (COGEPE).

Cette réunion de l'ensemble des acteurs du projet a permis de recueillir les opinions et ressentis de chacun, en particulier sur le rôle du projet dans l'atténuation des tensions liées à l'accès à l'eau. A partir de ces retours d'expérience, nous avons pu dégager un ensemble de conclusions venant alimenter cette étude de cas.

Dans le travail de capitalisation que nous présentons, l'accent porte donc davantage sur **l'analyse des pratiques mises en œuvre et sur l'impact de celles-ci en lien avec la gestion des tensions autour des points d'eau**, que sur ce qui serait un bilan d'ensemble du projet. La présente étude est donc déclinée suivant **cinq bonnes pratiques** que nous analysons en soulignant les facteurs de réussite, certaines difficultés rencontrées et des recommandations pour une éventuelle duplication ou suite des activités.



> Atelier de leçons apprises, 8 septembre 2016 à Kidal
© SOLIDARITÉS INTERNATIONALES

2 LE CŒUR DU PROJET

2.1 Le contexte de transhumance pour l'agropastoralisme dans la région de Kidal

Comprendre les enjeux de ce projet nécessite que soit précisé le contexte dans lequel il s'inscrit.

La région de Kidal est située au nord-est du Mali sur le versant sud du **massif Adrar des Ifoghas** qui culmine à 890 m. La région appartient entièrement à la **zone Sahélo-Saharienne**. La pluviométrie y est très faible, avec une amplitude interannuelle moyenne allant de 75 mm pour les années les plus sèches à 150 mm pour les années les plus arrosées. Les écarts de température, y compris diurnes, sont très grands. L'année peut être divisée en trois saisons :

- Une saison sèche et chaude de février à juillet, avec un vent très sec et très chaud (qui souffle du Sahara méridional vers l'ouest), et des températures qui sont au-delà de 45°C ;
- Une saison des pluies de juillet à septembre, avec des pluies irrégulières et des vents chauds et humides (tempêtes de sables fréquentes) ;
- Une saison sèche et relativement fraîche d'octobre à janvier, avec une forte amplitude des températures de 5°C la nuit à plus de 30°C le jour.

Dans ce contexte, les cours d'eau (oueds) sont aussi précieux que temporaires ; l'écoulement de l'eau est fonction de la pluviométrie. Le massif de l'Adrar des Ifoghas, qui englobe dans ses parties basses la région de Kidal, dispose toutefois de nombreux oueds et bassins versants qui rendent la nappe phréatique relativement accessible et qui fournissent une eau relativement propre (pas de problèmes majeurs de pollution).



> Vue aérienne de la région de Kidal en saison intermédiaire (octobre à janvier), 2016
© SOLIDARITÉS INTERNATIONAL

Cependant, on note que la recharge des nappes phréatiques est irrégulière ; **en saison sèche, de nombreux points d'eau se tarissent**. De plus, la circulation de l'eau en surface est sujette à une forte évaporation, ce qui diminue encore les potentiels des réserves d'eau disponibles. Enfin, le réchauffement climatique a tendance à aggraver les bilans thermiques (remontée des températures moyennes) et hydriques (diminution des précipitations et de l'humidité de l'air, sécheresses plus fréquentes).

Au total, **la quantité d'eau disponible est globalement insuffisante, ce qui est source de fortes tensions, en particulier en périodes sèches**. En revanche, la qualité initiale de l'eau dans la région reste acceptable avec toutefois quelques zones où les nappes sont sensiblement saumâtres.

Dans la région de Kidal, **l'élevage de chèvres, de moutons et de chameaux**, qui représente 95% des sources de revenu de la région, domine les pratiques agropastorales. Or, ces pratiques sont tributaires des ressources en eau, de leur irrégularité et de leur localisation : oueds dont l'approvisionnement subit de grandes irrégularités inter-saisonnières, voire interannuelles, zones très irrégulièrement bénéficiaires d'un couvert végétal, points d'eau plus ou moins nombreux et plus ou moins fonctionnels. **Les exigences de l'accès à cette ressource vitale ont depuis longtemps lié l'activité agropastorale au nomadisme**. La pratique de la transhumance est une stratégie d'élevage particulièrement adaptée ici aux conditions environnementales puisqu'elle permet **l'exploitation de ressources pastorales et hydrauliques dispersées à la fois dans l'espace et dans le temps**. Les éleveurs se déplacent avec leurs troupeaux plusieurs mois pendant l'année à la recherche des ressources incertaines en eau et en pâturages. Les usages domestiques dépendent des ressources locales en eau, dans la mesure de leur existence et disponibilité.

A ces conditions climatiques très rudes se conjuguent d'autres difficultés dans l'exercice

de l'agropastoralisme : outre les effets des changements climatiques qui engendrent, avec la réduction des surfaces de pâturages, un **surpâturage, le manque de produits vétérinaires et d'équipements et le niveau insuffisant de modernisation des techniques d'élevage se font cruellement sentir**.

La **crise politico-militaire de 2012** qui a affecté tout le nord du Mali a contribué à aggraver et compliquer cette situation. L'insécurité qui persiste a perturbé les itinéraires de transhumance et rendu plus problématique l'accès à l'eau. A cela se sont ajoutées des perturbations socio-économiques liées au fait qu'un certain nombre d'éleveurs ont rejoint les rangs des groupes armés, ce qui a contribué à fragiliser non seulement ce secteur d'activité, mais aussi les structures en charge de la gestion de l'eau et de la maintenance des installations.

Reste un dernier défi, celui de **maitriser les concurrences entre éleveurs et populations locales pour l'accès à l'eau**. Sur fond de pénurie d'ensemble, l'approvisionnement des puits n'est pas immédiat car **la recharge des nappes phréatiques est très lente**, notamment durant la saison sèche. Or, les quantités d'eau correspondant aux besoins des éleveurs sont telles que cela se répercute fortement sur les volumes laissés à disposition des populations locales, d'autant plus que ces besoins sont par ailleurs en constante augmentation (croissance démographique restée très élevée) et que leur répartition se modifie en fonction des mobilités qu'engendre l'insécurité locale. Enfin, les rassemblements d'animaux peuvent engendrer des détériorations et contaminations des infrastructures, notamment au niveau des points d'eau non pourvus de système approprié d'abreuvement. Aux fortes tensions liées au partage d'une ressource rare s'ajoutent donc celles qu'alimentent les insuffisances de la gestion et du fonctionnement des points d'eau, et l'inexistence ou l'inadaptation des systèmes d'abreuvement des bêtes.

2.2 Le choix de la thématique

La problématique de cette étude de cas s'inscrit donc dans les contradictions et tensions que suscite ce contexte de rareté de l'eau, de concurrences exacerbées pour l'accès à cette ressource, et de maîtrise très faible des technologies permettant une plus grande valorisation de ce bien. Une telle convergence de contraintes et de problèmes est forcément source de tensions locales, ce qui donne toute sa pertinence à la problématique de ce projet.

L'ensemble des éléments évoqués ci-dessus, auxquels s'ajoutent la paupérisation de la population et la désorganisation du tissu social, font donc que les points d'eau cristallisent les conflits inter-communautaires (entre éleveurs, agriculteurs et populations locales) et intra-communautaires (entre les différentes communautés Arabes, Peuls, Touaregs...). Agir sur les points d'eau, c'est donc non seulement agir sur l'amélioration de l'accès à l'eau, mais également sur les tensions que cet accès engendre.



> Point d'eau de Tanaïnaïte, 2016 © SOLIDARITÉS INTERNATIONAL

2.3 Un partenariat local à la base de la mise en œuvre

Les différentes activités de ce volet du projet ont été mises en œuvre dans le cadre d'un partenariat entre SOLIDARITÉS INTERNATIONAL et SOLISA, ONG locale. La collaboration avec SOLISA a apporté une certaine valeur ajoutée pour plusieurs raisons évidentes :

- Ses membres sont issus des communautés bénéficiaires de notre intervention : ils connaissent donc bien cette zone, ses populations dont ils sont issus et les enjeux contextuels ;
- SOLISA s'est investi en apportant son expertise dans la gestion et la prévention des conflits intercommunautaires lors des problèmes d'approvisionnement local en eau et des pénuries ;
- Etant implantée sur le territoire depuis 1988, l'ONG est acceptée par les communautés dont elle fait partie.

L'ensemble de ces paramètres a facilité l'intervention de SOLIDARITÉS INTERNATIONAL et la communication auprès des différentes parties prenantes du projet : leaders communautaires, COGEPE, éleveurs et usagers des points d'eau.

La collaboration avec SOLISA a pu être facteur de réussite du projet, **favorisant une approche communautaire plus participative** dans

la mesure où les modalités spécifiques du partenariat et les rôles et responsabilités de chacun ont pu être clairement définis en amont, aboutissant à un protocole d'accord. S'appuyant sur ce cadre partenarial reconnu par chacun, SOLIDARITÉS INTERNATIONAL a soutenu les actions de formation que les membres de SOLISA ont pu mener auprès des bénéficiaires sur les thématiques qu'elle souhaitait traiter à travers le projet.

Au total, la réalisation du projet et sa réussite ont été fortement soutenues par :

- une interconnaissance et un dialogue possible entre SOLISA et les bénéficiaires potentiels du projet ;
- une mise en œuvre satisfaisante du projet qui a pu s'appuyer sans difficulté majeure sur le respect des modalités d'intervention préalablement définies ;
- une large implication des bénéficiaires (COGEPE, leaders communautaires et usagers/ consommateurs) dans toutes les étapes de mise en œuvre du projet ;
- un bon engagement des leaders communautaires et de COGEPE dans la recherche de solutions au regard des tensions liées à l'usage de la ressource.



> SOLIDARITÉS INTERNATIONAL et SOLISA discutent et forment conjointement des leaders communautaires, 2016
© SOLIDARITÉS INTERNATIONAL

3 BONNES PRATIQUES ET LEÇONS APPRISSES

3.1 La séparation des usages

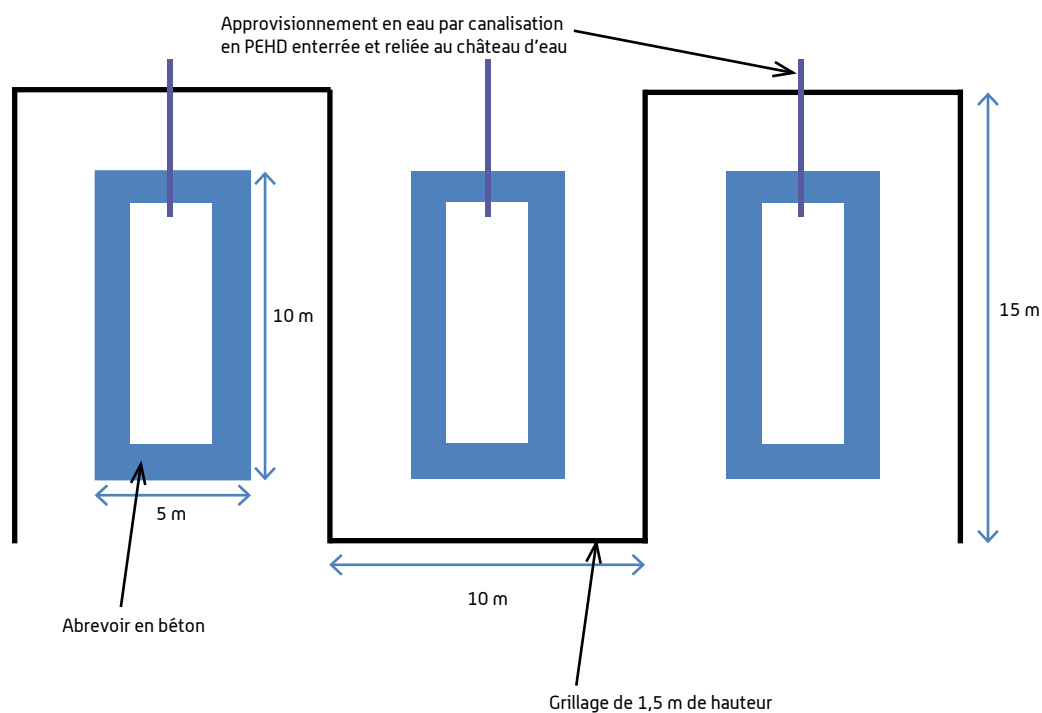
L'un des facteurs recensés qui bloquent la bonne conduite des activités pastorales est la **difficulté d'accès à l'eau pour le bétail**, surtout pendant la saison sèche. Un grand nombre des points d'eau de la région n'est pas adapté à cet accueil ; ceux qui le sont ont des infrastructures obsolètes (système d'abreuvement pas approprié, puits asséchés, équipement de pompage en panne, etc.). Par ailleurs, l'accès des populations aux points d'eau n'est pas garanti du fait de **l'inégalité, voire de l'inexistence, du partage de la ressource**.

Dans le cadre de ce projet, SOLIDARITÉS INTERNATIONAL a conçu **une organisation spatiale des points d'eau pour desservir à**

la fois les familles et les animaux. Le projet prévoyait la construction d'un château d'eau relié d'une part aux bornes fontaines à destination de la desserte des populations et, d'autre part, à des abreuvoirs pour l'alimentation du bétail. Ce modèle général a été soumis aux usagers lors de discussions de groupe qui ont progressé au cas par cas. Des améliorations ont tenu compte des propositions faites par ces usagers portant par exemple sur le nombre d'abreuvoirs, la séparation des circulations conduisant à chacun des abreuvoirs, la distance entre les bornes fontaines et les abreuvoirs, la sécurisation des sites, etc.



> Des abreuvoirs ont été aménagés autour des points d'eau, à une certaine distance des bornes fontaines, Tanaïnaïte, 2016
© SOLIDARITÉS INTERNATIONAL



> Conception proposée des abreuvoirs et enclos

Facteurs de réussite

- ◆ Large implication des bénéficiaires dans le processus de réalisation et de fonctionnement des nouveaux points d'eau. Cette implication a été particulièrement efficace dans le ciblage de leur configuration ;
- ◆ Séparation spatiale des types d'usage permettant une diminution des tensions liées à l'accès à l'eau.

Difficultés rencontrées	Solutions apportées
Réticence de quelques éleveurs sur certaines propositions d'aménagement: discussions, par exemple, à propos du grillage qui devait initialement délimiter les espaces de chaque abreuvoir	Campagne de sensibilisation sur la nécessité de sécuriser les abreuvoirs pour une gestion rationnelle des points d'eau
L'usage des enclos en grillage s'est avéré incompatible avec les tentatives des animaux pour en forcer l'accès	La réflexion a conduit à envisager la construction de murets à la place des grillages

Recommandations

- ◆ Intensifier la campagne de vulgarisation auprès des bénéficiaires sur l'aménagement des points d'eau ;
- ◆ Intégrer les nouveaux aménagements pressentis (murets).

3.2 Une amélioration de la disponibilité en eau

Pour améliorer la disponibilité en eau, les forages et puits ont été réhabilités, cimentés, fermés et équipés de margelles de sécurité et d'une dalle de couverture comportant une trappe de visite. Une **pompe immergée** a été installée, alimentée par des **panneaux solaires** et un **générateur** en cas d'alimentation électrique solaire insuffisante. La pompe est connectée au château d'eau d'une capacité de 5 à 10 m³ qui garantit la régularité de l'alimentation en eau en toute saison. Celui-ci est placé à 6 mètres de hauteur pour fournir l'eau par gravité. La construction de ce château d'eau a été primordiale puisque celui-ci joue un **rôle de tampon entre le temps de recharge du puits et l'approvisionnement de la population**. Les travaux de réhabilitation réalisés confèrent donc une capacité de stockage via le système d'exhaure pour gérer de façon rationnelle la ressource.

Les points d'eau ciblés ont été choisis sur la base des critères suivants :

- La capacité de recharge et profondeur des nappes phréatiques (des essais de pompage et une étude hydrogéologique ont été réalisés pour tester leur capacité initiale et pour s'assurer de la durabilité de la ressource) ;

- Le statut public du point d'eau (à usage communautaire) ;
- Les besoins en eau des différents types d'usagers ;
- Le poids démographique des populations et du cheptel ;
- L'accessibilité de tous au point d'eau ;
- Les demandes communautaires ;
- Les zones n'ayant pas bénéficié de précédentes interventions par SOLIDARITÉS INTERNATIONALE.

Le château d'eau et la séparation matérielle des usages assurent une **meilleure qualité sanitaire de l'eau** : ni les particuliers ni les éleveurs ne sont alors en position de polluer la ressource. Les tensions liées à l'accès direct au puits par des usagers trop nombreux sont largement atténuées, ce que renforce en outre la plus grande disponibilité de l'eau pour tous simultanément.

L'ensemble est sécurisé par une fermeture grillagée qui limite les détériorations du matériel mis en place.



> Diagnostic d'un puits, 2016
© SOLIDARITÉS INTERNATIONALE, Toussaint
Dembélé Klémagha

NOTE D'ORIENTATION DE L'OFDA POUR LES SYSTÈMES DE POMPAGE D'EAU POTABLE À ÉNERGIE SOLAIRE

Quelques indications clés :

- Structure 'hybride', avec un panneau solaire et un générateur ;
- Les systèmes doivent inclure des châteaux d'eau surélevés pouvant emmagasiner au moins la moitié des besoins en eau journaliers de la population ;
- Toute structure de pompage doit être contenir un système de chloration pour un traitement de masse ;

- Toute intervention doit prendre en compte les coûts associés aux activités d'exploitation et de maintenance ;

- Contractualisation avec un technicien qualifié pour assurer les travaux de maintenance et de réparation ;

- Toute installation doit être clôturée et surveillée par un gardien.

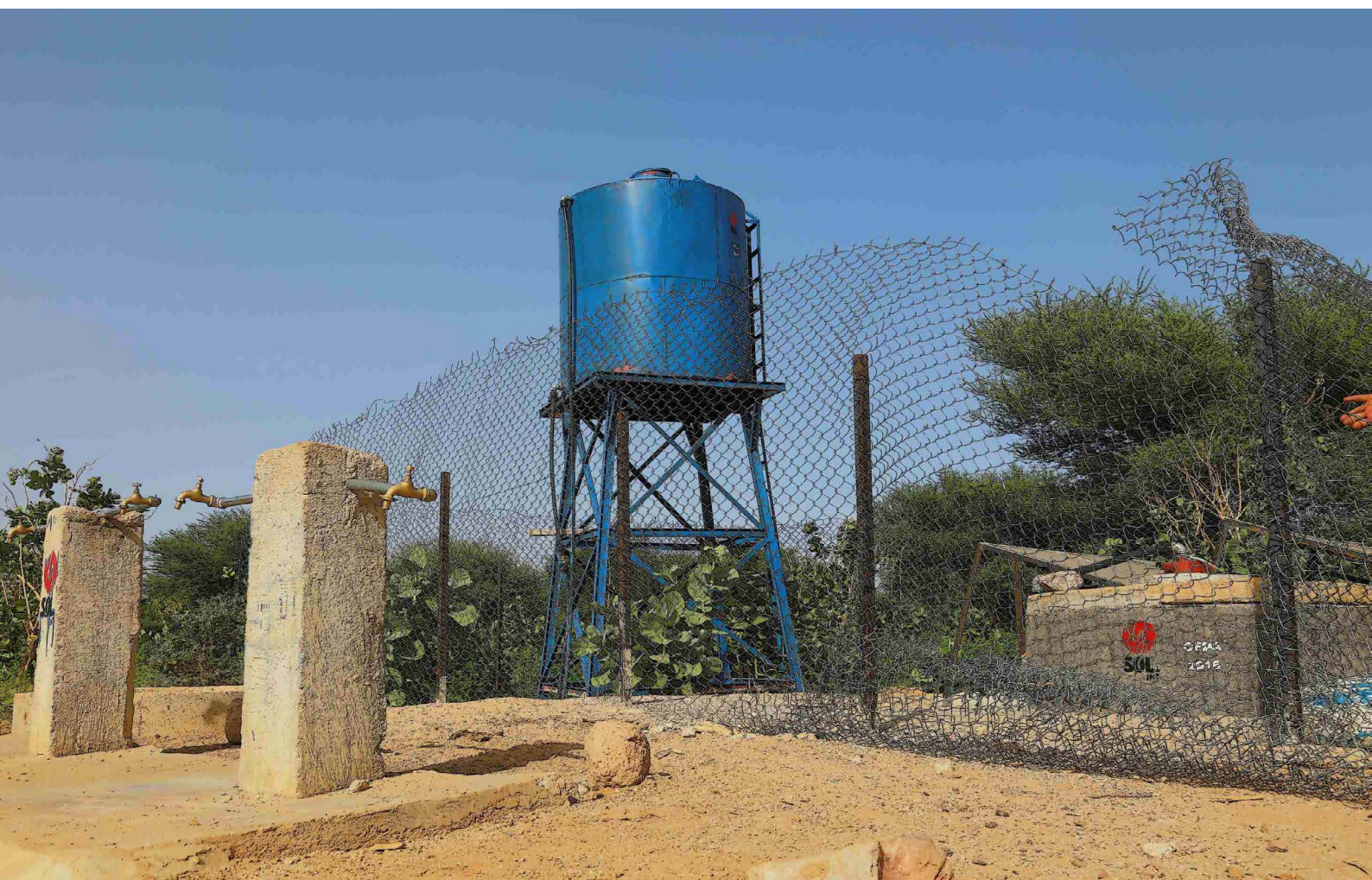
Facteurs de réussite

- ◆ Travaux de réhabilitation de points d'eau qui augmentent le volume de l'offre de l'eau sans modifier les habitudes spatiales traditionnelles ;
- ◆ Recours à l'électricité voltaïque via les panneaux solaires : alimentation de la pompe jusqu'à ce jour suffisante sans complément énergétique provenant du générateur ;
- ◆ Amélioration sanitaire des points d'eau.

Difficultés rencontrées	Solutions apportées
Effet négatif du contexte d'insécurité : les approvisionnements des chantiers de réhabilitation des points d'eau sont mal assurés du fait des dangers de la circulation sur les routes de la région de Kidal	<ul style="list-style-type: none"> - Tentative de dialogue sur ce sujet avec les personnes ressources ; - Remontée de l'information sécuritaire et des points d'analyse à la coordination basée à Bamako ; - Amélioration du plaidoyer pour un accès humanitaire à l'espace ; - Mobilisation/déploiement plus efficace de l'ONG partenaire SOLISA pour une vraie médiation via l'approche communautaire
Certaines recommandations et directives d'OFDA sur l'usage du solaire trop compliquées à mettre en œuvre dans un tel contexte	Certaines dérogations ont pu être accordées sur justificatif

Recommandations

- ◆ S'assurer d'un meilleur ajustement entre la saisonnalité des nappes phréatiques et la recherche sur les capacités de ces nappes ;
- ◆ Veiller au maintien d'une bonne cohérence entre la quantité d'eau fournie et les attentes communautaires ;
- ◆ Identifier et former si nécessaire des techniciens pour la réparation des équipements mis en place au niveau des points d'eau. Les mettre en lien avec les COGEPE ;
- ◆ Bien prendre en compte les directives d'OFDA concernant les systèmes de pompage à énergie solaire et les intégrer dès la proposition de projet ; apprécier les coûts et les contraintes logistiques que ces instructions impliquent.



> Point d'eau en cours de réhabilitation, Dédjé, 2016
© Tiécoura N'Daou / SOLIDARITÉS INTERNATIONALES

3.3 La structuration et la formation des comités de gestion des points d'eau

Le contexte d'insécurité lié à la crise politique et humanitaire de 2012 a eu pour effet de **désorganiser les organes de gestion et de régulation de la distribution d'eau souvent déjà fragiles** : départ au combat de certains membres, migrations, et effacement de toute trace d'autorités administratives ou étatiques. La ressource collective en eau n'existe que dans la mesure où une organisation la prend en charge, la puissance publique faisant là-bas défaut. SOLIDARITÉS INTERNATIONAL et SOLISA ont donc eu à relever le défi de redynamiser ou de créer des comités de gestion des points d'eau [COGEPE].

L'objectif a été d'inscrire l'action dans la perspective d'une **appropriation des ouvrages hydrauliques par les communautés bénéficiaires** afin d'en assurer l'entretien régulier, la protection et la maintenance. Il s'agissait donc de préparer les membres des COGEPE ou de ceux qui allaient le devenir à une **gestion responsable et rationnelle** de la ressource et ainsi à une réduction des éventuelles tensions.

La méthode de travail a tout d'abord consisté à présenter le projet et ses objectifs aux bénéficiaires et à travailler à l'implication des communautés dans la mise en place des COGEPE.

6 à 8 membres ont été choisis par les usagers pour la constitution de chacun des comités, sachant que cette responsabilité n'est assortie d'aucune contrepartie financière. Il s'agit d'un(e) président(e), d'un(e) secrétaire, d'un(e) trésorier(ère), d'un(e) responsable des cotisations (ou « fontainier »), d'un(e) technicien(ne) ou agent de maintenance et d'un(e) promoteur(trice) à l'hygiène.

Dans l'idéal, ces membres sont des personnes ressources motivées et impliquées, qui résident de façon permanente sur place et qui représentent les différentes couches sociales.

Les membres des COGEPE ont été formés par SOLIDARITÉS INTERNATIONAL et SOLISA sur plusieurs thématiques :

- Le rôle et le fonctionnement d'un système de gestion,
- La gestion administrative et financière dont le comité a la charge,
- La marche des systèmes d'approvisionnement en eau et leur entretien,
- La gestion des ressources en eau,
- La gestion des conflits au quotidien,
- La pérennisation des points d'eau.

Issus des communautés en présence autour des points d'eau, les membres des COGEPE **jouent un rôle primordial dans la prévention des conflits** que les usages de l'eau peuvent générer : discussions en amont, sensibilisation des parties prenantes à la valeur de ce bien commun et à la nécessité de son partage, travail auprès des personnes pour désamorcer les conflits latents. Si le conflit n'a pu être évité, les membres des COGEPE assurent l'intermédiation entre les personnes concernées pour chercher ensemble une solution à l'amiable.

SOLIDARITÉS INTERNATIONAL et SOLISA ont assuré le suivi et l'accompagnement des comités pour une bonne appropriation des rôles et responsabilités.

Par ailleurs, les COGEPE ont dû trouver de concert avec les communautés des **systèmes de paiement** basés sur la quantité d'eau consommée. Ce point est essentiel car il est

un de ceux qui garantit la pérennité du point d'eau et de son fonctionnement. Il faut noter que les habitants de la zone avaient l'habitude de payer pour l'eau, mais que ces mécanismes de cotisations pâtaient et sont fragilisés par la crise. Il fallait donc remettre les choses à plat et relancer ces dispositifs. Différentes options ont été envisagées : la cotisation en argent liquide ou en nature en fonction de la quantité d'eau utilisée, l'« abonnement » hebdomadaire ou mensuel, l'organisation de travaux communautaires ou la collecte d'argent auprès des usagers lors d'un besoin ponctuel (une réparation par exemple).

Par exemple, au point d'eau à Aliou, les modalités de paiement et les tarifs ont été fixés en fonction des types d'usagers. Les bidons de 10 litres sont ainsi facturés 10 FCFA et les barriques de 200 litres reviennent à 200 FCFA. Les éleveurs paient quant à eux chaque mois 50 à 100 FCFA par tête de petit ruminant.

A Aguelheck, autre exemple, la grande majorité des usagers sont des éleveurs et leur famille. Un tarif mensuel commun à tous a été défini (1000 FCFA).

Enfin, dans la localité d'Incouffé, les prix sont dégressifs en fonction des capacités financières des ménages.



> Formation des membres des COGEPE, 2016 © SOLIDARITÉS INTERNATIONAL

Facteurs de réussite

- ◆ Large adhésion des COGEPE dans le processus de mise en œuvre du projet ;
- ◆ Aptitude avérée à la prévention et à la gestion des conflits autour des points d'eau ;
- ◆ Systèmes fonctionnels de recouvrement des coûts définis de façon concertée ;
- ◆ Octroi d'un générateur seulement si existent une politique de pérennisation et un mécanisme de recouvrement des frais ;
- ◆ Bonne mobilisation des communautés dans la restructuration des COGEPE.

Difficultés rencontrées	Solutions apportées
Difficulté de la mise en place d'une gestion permettant le recouvrement des fonds la plus appropriée et acceptée par tous	<ul style="list-style-type: none"> - Accompagnement étroit des COGEPE par SOLISA et SI dans la concertation communautaire et la mise en place de ces mécanismes ; - Proposition de plusieurs modes de recouvrement pour plus de flexibilité ; - Approche de recouvrement des coûts convenant à chaque communauté bénéficiaire.
Manque de compétences avéré pour la maintenance technique des installations d'un certain nombre de points d'eau	<ul style="list-style-type: none"> - Formation poussée de l'agent de maintenance ; - Identification et mise en contact du COGEPE avec un technicien privé, avec qui il serait possible de signer un contrat de maintenance.

Recommandations

- ◆ Organiser auprès des usagers des campagnes d'information sur les modalités de pérennisation des ouvrages et de leur utilisation par les COGEPE ;
- ◆ S'assurer que le système de recouvrement des fonds a été étudié et établi avant la mise en œuvre des travaux ;
- ◆ Veiller au bon fonctionnement de ce système selon le mécanisme choisi par les COGEPE en relation avec les usagers ; s'assurer que les disparités de prix et de mécanisme ne créent pas de tensions entre les communautés ;
- ◆ Rester particulièrement vigilant sur les capacités contributives des ménages les plus pauvres ;
- ◆ Rendre compte régulièrement aux usagers des coûts de fonctionnement du point d'eau et de l'utilisation des paiements de l'eau consommée.

3.4 L'implication des leaders communautaires

Les leaders communautaires sont des interlocuteurs incontournables dans la réussite du projet, dans la mesure où, s'ils acceptent d'en être partie prenante, ils peuvent **contribuer à la cohésion de la communauté des usagers des points d'eau**. A certains moments, ils servent également de relais entre les gestionnaires des points d'eau et les usagers. Le **rôle des leaders communautaires est donc double, à la fois de sensibilisation et de mobilisation**.

Pour que ce relais fonctionne dans les meilleures conditions et dans la durée, ces personnes ressources ont été accompagnées dès le début de la mise en œuvre du projet. Celui-ci leur a été

présenté spécifiquement en insistant sur ses objectifs et sur l'intérêt qu'il représente pour le devenir de leur communauté. Ces leaders ont été invités à devenir partie prenante du projet pour une pérennité de l'action entreprise, et à formuler leurs attentes. Ils ont été largement informés et formés sur les approches mises en œuvre pour mobiliser les communautés et ils ont été sollicités afin de trouver leur place dans cette mobilisation. Ainsi par exemple, dans la formation qui leur a été dispensée, l'accent a été particulièrement mis sur les sources d'eau dont dispose la région, leur potabilité, le traitement de l'eau et sa conservation, à charge pour eux de rediffuser ces messages et connaissances parmi les usagers.



> Formation des leaders communautaires, 2016 © SOLIDARITÉS INTERNATIONALE, Toussaint Dembélé Klémagha

Facteurs de réussite

- ◆ Très large adhésion des leaders dans le processus de mise en œuvre du projet, du début à la fin ;
- ◆ Facilitation du travail des équipes du fait de la remontée des informations par les leaders communautaires ;
- ◆ Engagement des leaders dans le processus de mobilisation communautaire.

Difficultés rencontrées	Solutions apportées
Motivation parfois doublée d'attente de contreparties financières ; peuvent persister ou resurgir des malentendus à ce sujet.	<ul style="list-style-type: none">- Valorisation de l'importance du rôle des leaders communautaires à travers les formations avec remise d'attestations de participation ;- Sensibilisation plus continue sur le caractère bénévole de leur implication.

Recommandations

- ◆ Lors du lancement d'un tel projet, bien insister sur le caractère bénévole des leaders ;
- ◆ Inscrire l'action auprès des leaders dans un processus continu de clarification des attentes à leur égard ;
- ◆ Chercher des moyens pour mieux rendre compte de l'extension du champ de compétence des leaders par leur engagement dans la problématique de l'aménagement des points d'eau.

3.5 La promotion de bonnes pratiques agropastorales et sanitaires

La solidité de ce projet dans la région de Kidal suppose en premier lieu une **amélioration générale des connaissances des populations sur les ressources en eau de la région**, leurs limites et les systèmes d'alimentation des nappes phréatiques qui engendrent des pénuries dont il faut tenir compte. Il s'agit d'une sensibilisation très large qui touche non seulement tous les acteurs, mais aussi tous les membres des communautés, quel que soit leur statut, leur fonction, leur sexe ou leur âge.

Le réaménagement des points d'eau a conduit à s'interroger sur la potabilité de l'eau et sur les **bonnes pratiques associées en matière de puisage et de conservation** (récipients propres, lavage des mains, filtrage et traitement de l'eau, etc.). Dans le cadre de ce projet, les leaders communautaires, comme nous l'avons vu, et les COGEPE ont joué un rôle important dans la diffusion de ces messages.

En deuxième lieu, la pérennité des bonnes pratiques introduite par ce projet a renvoyé à des propositions dans le champ agropastoral. L'élevage étant un gros consommateur des ressources en eau, la gestion du bétail, et plus généralement de l'activité de pâturage, est au cœur des enjeux. Le projet a travaillé pour desserrer un peu l'étau dans lequel se trouvent prises les zones des puits pendant la saison

sèche en vue du maintien de la satisfaction des besoins de tous. L'équipe a tenté de promouvoir par le biais des formations dispensées aux éleveurs certains réaménagements dans les pratiques de pâturages. Elle a suggéré d'**élargir les périmètres de parcours des troupeaux pendant la saison des pluies** pour accéder à des pacages plus éloignés. L'usage de ces derniers allège ainsi les concurrences autour des points d'eau entre éleveurs et particuliers car il retarde d'autant le repli sur le périmètre de saison sèche. Il est donc proposé aux éleveurs de conserver autour des points d'eau une zone de pâturages, sorte de réserve accessible pendant la saison sèche. Ainsi, l'alimentation du bétail serait un peu moins aléatoire pendant cette saison.

Au total, la diffusion de ces bonnes pratiques permet une meilleure appropriation par les populations et les éleveurs des enjeux de l'eau dans cette région. **L'idée de la pérennité de la ressource facilite une certaine confiance entre les différents usagers et les gestionnaires des points d'eau.** En retour, cette confiance conforte le système mis en place et soutient une certaine adhésion. La définition préliminaire de règles partagées sur les fréquentations et les usages de l'eau contribue à atténuer les points de friction et à apaiser les relations intra- et inter- communautaires.

Facteurs de réussite

- ◆ Rapide compréhension par les populations de la corrélation qui existe entre, d'une part, la pérennité de l'approvisionnement et la qualité de l'eau, et d'autre part, leur confort et

état sanitaire ainsi que le bien-être des troupeaux. Ceci a probablement joué un rôle positif dans les négociations abouties sur l'établissement des systèmes de recouvrement des fonds.

Difficultés rencontrées	Solutions apportées
Processus de changement des pratiques des éleveurs nécessitant plus de temps que le cadre imparti par la durée des opérations proposées (sachant que les éleveurs sont ancrés dans leurs anciennes pratiques)	Accompagnement des éleveurs durant le temps nécessaire à l'intégration de ces nouvelles pratiques agropastorales
Faible couverture de la région	Etablissement de priorités en fonction des besoins les plus urgents
Décalage entre le temps des apprentissages de gestion et d'utilisation de l'eau et durée limitée du projet	Promouvoir et renforcer les relais permettant une consolidation des apprentissages sur la durée (COGEPE et leaders communautaires)

Recommandations

- ◆ Considérer le volet santé animale lié à l'approvisionnement en eau pour toute intervention agropastorale ;
- ◆ Canaux de diffusion à démultiplier pour une meilleure intégration des problématiques de l'eau dans la région et des exigences que cela entraîne de la part des usagers.

> Séance de promotion à l'hygiène,
2016 © SOLIDARITÉS INTERNATIONAL



5 CONCLUSIONS

Par ce projet, l'intervention de SOLIDARITÉS INTERNATIONAL est articulée sur deux problématiques particulièrement vives et imbriquées dans cette zone du Sahel aride.

La problématique de la rareté de la ressource en eau, de l'irrégularité de sa disponibilité et des menaces que fait peser sur elle le réchauffement climatique est au fondement du projet. Sur cette problématique vient s'en greffer une seconde : celle des tensions qu'engendre la pénurie de cette ressource, autour des points d'eau en particulier.

Le projet a été développé autour de l'aménagement de dix points d'eau dans la région de Kidal dans le Nord Mali. La capitalisation faite sur ce projet a permis d'identifier cinq bonnes

pratiques éprouvées dont on peut considérer qu'elles ont joué un rôle bénéfique dans l'atténuation des tensions autour des points d'eau, soit :

1. La séparation des usages ;
2. Une amélioration de la disponibilité en eau et de sa qualité ;
3. La mise en place des comités de gestion des points d'eau ;
4. L'implication des leaders communautaires ;
5. La promotion de bonnes pratiques agropastorales et sanitaires.



> Un éleveur et son troupeau de chèvres et chameaux, 2016 © SOLIDARITÉS INTERNATIONAL, Tiécoura N'Daou

De l'ensemble de l'analyse de ces pratiques, nous tirons les conclusions suivantes. Le bilan apparaît positif sur les points ci-après :

- Localement, le projet a trouvé une très forte légitimité, compte tenu des conditions environnementales et socio-politiques, auprès des acteurs locaux et des bénéficiaires. L'accueil a été souvent très positif et les implications dans la réalisation ont été jusqu'ici durables. Ceci a été noté à propos des COGEPE, des leaders communautaires et des contributions des usagers dans la forme prise par les aménagements des points d'eau.
- SOLIDARITÉS INTERNATIONAL a fait un effort particulier pour développer le dialogue et la formation des acteurs locaux durant la totalité du processus afin de favoriser chez eux l'appropriation des infrastructures réhabilitées et leur bon fonctionnement. Cette démarche a toujours été soucieuse de partir de l'existant et de valoriser les compétences disponibles sur place, quitte à procéder à un renforcement de ces dernières.
- Dans ce cheminement, SOLIDARITÉS INTERNATIONAL a promu une sensibilisation toute particulière à la problématique des tensions et aux démarches à développer pour tenter de les limiter et autant que possible, de les désamorcer. Le rôle des COGEPE et des leaders communautaires a été fortement mobilisé à cet égard ; il devrait rester un atout majeur dans ce processus de réduction des tensions autour des points d'eau. Le projet est par ailleurs allé au-delà d'une simple amélioration technique des points d'eau. Il a encouragé la diffusion de bonnes pratiques en direction des éleveurs et des usagers domestiques, bonnes pratiques qui permettent l'émergence d'une conscience collective de l'usage et du partage de la ressource, contribuant ainsi indirectement à la réduction des tensions.

Par ailleurs, le projet a rencontré de nombreuses difficultés que nous avons soulignées à propos de chaque bonne pratique. Dans aucun des cas les difficultés ne semblent insurmontables, à la condition d'intensifier le travail de formation et de communication auprès des leaders, COGEPE et usagers. Parmi ces difficultés, celle du prix à payer pour l'usage de l'eau est sans doute l'une des plus délicates à résoudre efficacement sur la durée. Il faut d'une part s'assurer que les systèmes de tarification ont été pensés et conçus en amont du projet avec les différents acteurs et, d'autre part, vérifier que les solutions retenues soient efficaces sur la durée (recouvrement des fonds, prise en charge de la maintenance des installations). Du dépassement de ces difficultés dépend largement la réussite de la démarche et les retombées positives du projet.

Cependant, la réalisation d'un projet n'épuise pas à lui seul le problème de l'accès durable à l'eau pour tous. Le périmètre d'intervention était limité (10 puits) ; il mérite d'être étendu. D'autre part, les contraintes climatiques ne peuvent que se resserrer durablement et il faudra donc que le système mis en place dans un futur projet similaire anticipe sur l'amplification inéluctable de ces contraintes.



> Point d'eau dans le quartier d'Aliou à Kidal, 2016 © SOLIDARITÉS INTERNATIONALES



89 RUE DE PARIS
92110 CLICHY
FRANCE

Département Technique et Qualité des Programmes :
technicaldepartment@solidarites.org

www.solidarites.org